

Communiqué de presse

**Les représentants des organisations syndicales
(UNSA Education – FSU 90 – SGEN CFDT)
Le co-Président du CDEN, Président du Conseil général, Yves Ackermann**

Les organisations syndicales et le co-président du CDEN dénoncent le projet du Ministère de l'Education nationale pour la rentrée 2012

Belfort, vendredi 17 février 2012

Le Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) du lundi 13 février 2012 avait pour objectif de présenter les projets du Ministère de l'Education Nationale pour la rentrée scolaire 2012 dans les écoles et les collèges du Territoire de Belfort. A cette occasion, il était proposé par le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) la suppression de 18 postes dans le 1^{er} degré et de 4,2 postes dans les collèges.

En l'absence de quorum, cette première réunion du CDEN avait été reportée au vendredi 17 février 2012. Cependant, sans nouvelles propositions de la part du DASEN lors de cette nouvelle réunion, les organisations syndicales, les représentants des parents d'élèves, les élus des collectivités locales, les représentants des associations complémentaires de l'école se sont tous retirés après avoir effectué chacun une déclaration préalable. C'est la première fois dans le Territoire de Belfort que la communauté éducative, à l'unanimité, quitte le CDEN pour marquer sa désapprobation vis-à-vis de la politique de destruction de l'école publique.

Les organisations syndicales UNSA Education, FSU 90 et SGEN CFDT, en association avec Yves Ackermann, Président du Conseil Général et co-président du CDEN, souhaitent dénoncer les nouvelles suppressions de postes dans les écoles et établissements scolaires du Territoire de Belfort. En particulier, ils condamnent toutes les mesures ciblant directement les élèves en grande difficulté, telles que les 7 suppressions de postes Rased dans le 1^{er} degré et les 2 suppressions de postes en SEGPA dans le 2nd degré.

Il devient urgent de mettre fin à cette spirale de l'échec par la mise en place d'une politique ambitieuse pour le service public d'éducation. A défaut, c'est l'ensemble de notre système économique et social qui sera altéré très rapidement, mettant en péril les valeurs de solidarité et de réussite pour tous les élèves qui fondent notre pacte républicain.